



Université Internationale  
de Casablanca

UNIVERSITÉ RECONNUE PAR L'ÉTAT

**Filière : Commerce international – Semestre 3**

Cours : Droit des affaires  
Séance n°4

Présenté par:  
Pr. Samia LOUADI

Casablanca, le 30 octobre 2018

**RECALL**



# LE CONTENTIEUX DU DROIT DES AFFAIRES



Les juridictions  
commerciales



L'arbitrage

# PLAN DU COURS DU SEMESTRE

## Les structures commerciales

Les personnes privées

Les groupements d'affaires :

## Les biens de l'entreprise

Le fonds de commerce

Les opérations portant sur le fonds de commerce

## L'entreprise et les techniques juridiques d'engagement

Les contrats

Les effets de commerce

Les comptes bancaires

## La concurrence et l'entreprise

Le principe de la libre concurrence et ses limites

Concurrence déloyale

L'équilibre de la concurrence : la position dominante

## Droit financier

L'organisation des marchés financiers

Les instruments financiers

Les opérations de marché

# Partie I : Les structures commerciales

Chapitre I : Les personnes privées

Chapitre II : Les groupements d'affaires :

# DÉFINITION DU DROIT COMMERCIAL

La partie du droit privé relative **aux opérations juridiques faites par les commerçants, soit entre eux soit avec leurs clients.**

Ces opérations de production et de circulation des richesses se rapportent à l'exercice du commerce, et sont dites pour cette raison actes de commerce.

## Chapitre I : Les personnes privées



```
graph LR; A[Chapitre I : Les personnes privées] --- B[Section I : La qualité de commerçant : l'exercice de l'activité commerciale]; A --- C[Section II : Les actes de commerce]; A --- D[Section III : Les obligations du commerçant];
```

Section I : La qualité de  
commerçant : l'exercice de  
l'activité commerciale

Section II : Les actes de  
commerce

Section III : Les obligations  
du commerçant

# CONDITIONS D'EXERCICE DE L'ACTIVITÉ COMMERCIALE





# CAPACITÉ JURIDIQUE POUR EXERCER LE COMMERCE

## Le mineur

- Moins de 18 ans,
- L'émancipation par le tribunal après 16 ans (Art. 218 du code de la famille ). Elle ne lui permet de gérer ses biens que dans le domaine civil ; pour pouvoir exercer le commerce, le code de commerce exige, en plus, une autorisation spéciale de son tuteur.
- La liberté du commerce est un principe fondamental du droit commercial et constitutionnellement reconnu mais limitée par certaines restrictions.

## Les majeurs interdits

- Incompatibilités
- Déchéances
- Interdictions
- Autorisations

# CAPACITÉ JURIDIQUE POUR EXERCER LE COMMERCE

## LES MAJEURS INTERDITS (1)

### LES INCOMPATIBILITÉS

- L'exercice de certaines professions empêche d'exercer le commerce pour incompatibilité.
- Ex: les médecins, les avocats, les adouls, les notaires, les fonctionnaires (Dahir n° 1.58.08 du 24 février 1958 portant statut général de la fonction publique tel qu'il a été modifié et complété).etc.

### LES DÉCHÉANCES

- Restrictions à l'exercice du commerce visant les commerçants ou les postulants au commerce ayant fait l'objet de certaines condamnations pénales (pour vol, escroquerie, abus de confiance, émission de chèque sans provision, infractions fiscales ou douanières, banqueroute, etc...) ou d'une liquidation judiciaire.
- La déchéance commerciale emporte interdiction de diriger toute entreprise ayant une activité économique (Art. 711 du code de commerce).
- Ces déchéances résultent de divers textes législatifs spéciaux (ce sont des déchéances de plein droit) mais, dans certains cas, elles doivent être prononcées par jugement.

# LES MAJEURS INTERDITS (2)

## LES INTERDICTIONS

Le commerçant n'a pas le droit de postuler à l'exercice de certaines activités commerciales

Lorsque ces activités sont interdites par le législateur :  
l'interdiction du commerce de la fausse monnaie, l'interdiction du commerce lié aux jeux de hasard, l'interdiction du commerce des objets et images contraires aux mœurs, le commerce des stupéfiants ;

– ou lorsque ces activités constituent un monopole de l'Etat : la recherche du pétrole et du gaz, l'exploitation et le commerce des phosphates, le transport ferroviaire, etc.

# LES MAJEURS INTERDITS (3)

## LES AUTORISATIONS

Interdiction  
d'exercer  
certaines  
activités  
commerciales  
sans  
autorisation  
préalable des  
autorités  
administratives.

Une autorisation administrative, (agrément ou de licence) est nécessaire avant l'ouverture du commerce ou l'exercice de certaines activités commerciales,

La vente des boissons alcooliques (qui est soumise, suivant le cas, à une licence ou à une autorisation),

Les activités cinématographiques (notamment les clubs vidéo soumis à une autorisation),

Les agences de voyages (qui doivent être autorisées par le ministère du tourisme),

Le transport public des personnes (soumis à des agréments du ministère du transport), etc.

L'existence de ces autorisations s'explique par des exigences de la profession, par exemple l'ouverture d'une pharmacie nécessite être titulaire d'un diplôme de pharmacien, les banques et les sociétés d'assurances doivent être inscrites sur les listes de ces professions, etc.

Certaines activités ne peuvent être exercées que par des personnes morales, par exemple les activités bancaires.

# CONDITIONS D'EXERCICE DE L'ACTIVITÉ COMMERCIALE



# PLAN DU COURS DU SEMESTRE

## Les structures commerciales

Les personnes privées

Les groupements d'affaires :

## Les biens de l'entreprise

Le fonds de commerce

Les opérations portant sur le fonds de commerce

## L'entreprise et les techniques juridiques d'engagement

Les contrats

Les effets de commerce

Les comptes bancaires

## La concurrence et l'entreprise

Le principe de la libre concurrence et ses limites

Concurrence déloyale

L'équilibre de la concurrence : la position dominante

## Droit financier

L'organisation des marchés financiers

Les instruments financiers

Les opérations de marché

# L'EXERCICE D'UNE PROFESSION COMMERCIALE

## PERSONNE PHYSIQUE OU MORALE

### FAISANT DU COMMERCE SA PROFESSION HABITUELLE

#### L'habitude

Une répétition régulière de l'activité commerciale, autrement dit, l'exercice par entreprise des activités de l'article 6 ; en conséquence, l'exercice occasionnel de ces activités ne peut plus qualifier un commerçant.

Il ne faut pas oublier la condition supplémentaire de **l'article 6** concernant la publicité au registre du commerce.

#### La profession

L'exercice d'une activité qui procure le moyen de satisfaire aux besoins de l'existence de celui qui l'exerce.

Celui qui exerce une activité commerciale de manière habituelle doit tirer de cet exercice tout ou une partie importante de ses moyens d'existence.

# L'EXERCICE D'UNE PROFESSION COMMERCIALE

Il faut que la personne fasse du commerce sa profession, son métier c'est-à-dire quelque chose qu'elle exerce tout le temps, qui est son activité principale et qui lui permet de gagner l'essentiel de son argent.

Continuité et habitude	Recherche de lucre
---------------------------	-----------------------



L'exercice du commerce par les  
étrangers?



*« Est réputé majeur pour exercer le commerce tout étranger ayant atteint dix-huit ans révolus, même si sa loi nationale prévoit un âge de majorité supérieur à celui qui est édicté par la loi marocaine ».*

*(Art. 15 du code de commerce)*

# CONSEQUENCES DE L'ACQUISITION DE L'ACTIVITÉ COMMERCIALE

## Formalisme du droit commercial

Il est en effet très utile pour assurer la sécurité du crédit dans les opérations commerciales.

Le crédit constitue le noyau de toutes les relations commerciales.

Il doit être entouré d'un formalisme plus rigoureux que celui exigé par le droit civil. C'est ce qui explique le formalisme des institutions du droit commercial : celui des effets de commerce, de la vente et du nantissement du fonds de commerce, le formalisme rigoureux pour la constitution des sociétés commerciales, etc.

## Souplesse du droit commercial

La rapidité que nécessite la réalisation des opérations commerciales.

Ainsi, et contrairement aux règles rigides du droit civil, en droit commercial on admet le principe de la liberté de la preuve entre les commerçants (Art. 334 du CC.

C'est ce qui permet à ces derniers de conclure leurs contrats par les moyens les plus rapides (téléphone, fax ou même verbalement), contrairement au formalisme des écritures qu'exige le droit civil.

## Article 4 du Code de commerce

*« Lorsque l'acte est commercial pour un contractant et civil pour l'autre, les règles du droit commercial s'appliquent à la partie pour qui l'acte est commercial ; elles ne peuvent être opposées à la partie pour qui l'acte est civil, sauf disposition spéciale contraire ».*

## Article 5 du Code de commerce

*« Les obligations nées, à l'occasion de leur commerce, entre commerçants, ou entre commerçants et non commerçants, se prescrivent par cinq ans, sauf dispositions spéciales contraires ».*

# CAS PRATIQUE

- ◉ Adil est artisan. Il emploie plusieurs salariés hors du cercle familial et dispose d'un matériel perfectionné permettant une production en série de son fruit du travail étant la menuiserie. Parallèlement, il achète des meubles à un fournisseur pour les revendre.
- ◉ Ismail, un créancier, assigne Adil devant le tribunal de commerce pour le paiement de d'une créance.
- ◉ Adil, artisan, soulève l'incompétence matérielle du tribunal de commerce en clamant de sa qualité d'artisan. Il dit relever des juridictions civiles.